

OTAN : le jeu ambigu de Recep Tayyip d'Erdogan

Alors que sa popularité et celle de son parti AKP sont au plus bas dans les sondages, et que l'économie du pays est en mauvaise posture, le président turc mise sur sa diplomatie en faisant monter les enchères sur l'élargissement de l'Alliance à la Suède et la Finlande.

Par [Marie Jégo\(Istanbul, correspondante\)](#)

Tensions avec la Grèce, menace d'une nouvelle offensive au nord de la Syrie, jeu trouble avec la Russie, refus de donner son feu vert à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, continue de jouer les perturbateurs en faisant monter les enchères auprès du camp transatlantique, alors que doit s'ouvrir pour trois jours, mardi 28 juin, le sommet de l'organisation, à Madrid.

Présenté comme une simple formalité il y a un mois, l'élargissement de l'Alliance atlantique aux deux pays nordiques est durablement bloqué par le numéro un turc, visiblement peu pressé de mettre fin à la crise qu'il a déclenchée.

Les pourparlers sont dans l'impasse. Ankara maintient son veto, ne voyant « *aucune initiative tangible de la Suède susceptible d'atténuer ses inquiétudes* », selon les propos qu'il a tenus à la première ministre suédoise, Magdalena Andersson, lors d'une conversation téléphonique, samedi 25 juin.

Superviser la lutte antiterroriste en Europe

La Turquie, pilier oriental de l'Alliance, ne lâche rien de ses exigences. Celles-ci sont « *légitimes* », a réitéré Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Organisation, après les pourparlers qui se sont tenus à Bruxelles, le 20 juin, entre Ibrahim Kalin, le conseiller diplomatique du président turc, et des représentants de la Suède et de la Finlande.

Ces pays sont sommés de cesser leur soutien aux « *terroristes* » kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste), aux combattants kurdes YPG (Unités de protection du peuple) de Syrie, et sont tenus d'extrader les opposants politiques réclamés par Ankara.

Stockholm et Helsinki vont devoir aussi lever les embargos sur les ventes d'armes adoptés en 2019 et renforcer leurs législations antiterroristes. Un engagement écrit est réclamé. Autrement dit, il revient désormais à M. Erdogan, champion de l'emprisonnement des opposants — journalistes, universitaires, maires et politiciens kurdes — estampillés « *terroristes* » en son pays, de superviser la lutte antiterroriste en Europe.

L'obstruction turque pourrait durer. Le sommet de l'OTAN n'est pas « *un tournant historique pour le processus d'adhésion* », a prévenu M. Kalin avant de partir pour Bruxelles. Mardi, le

président turc devrait participer à des pourparlers avec les dirigeants suédois et finlandais « à la demande » de M. Stoltenberg – sans que cela signifie un « recul » de la part de la Turquie, a précisé son conseiller diplomatique.

Posture ambivalente

Le blocage ne fait que commencer. « *Notre intérêt national vital est en question, nous sommes prêts à empêcher ces adhésions pendant un an si nécessaire* », avait déclaré Akif Cagatay Kiliç, député du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, et président de la commission des affaires étrangères du Parlement, lors d'un séjour à Londres à la mi-juin.

Les alliés occidentaux croyaient pourtant que M. Erdogan avait rejoint leur camp. La condamnation de l'agression russe, la fermeture de la mer Noire aux navires de Moscou, la fourniture de drones à l'armée ukrainienne étaient autant de signes indiquant que la Turquie était de nouveau aux côtés de l'OTAN, dont elle s'était éloignée en achetant des missiles russes antiaériens S-400 conçus pour détecter et détruire les avions de l'Organisation.

Sa posture ambivalente, un pied dans l'Alliance, l'autre en Russie, avait fini par semer le doute sur sa fiabilité. Ce doute est loin d'avoir été dissipé. On ne compte plus les petits clins d'œil de loyauté envers le Kremlin. L'industrie de défense turque a ainsi laissé entendre qu'elle attendait la livraison d'un deuxième lot de S-400, tandis que le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, a mis en garde les navires de l'OTAN qui seraient tentés d'entrer en mer Noire. Une façon de rappeler que la fermeture des détroits s'applique à « *tous les bâtiments militaires* », y compris à ceux des alliés.

A quoi joue Erdogan ? Que cherche-t-il ? En faisant dérapier le processus d'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, il donne indirectement des gages à son homologue russe, Vladimir Poutine, dont il est tributaire pour démarrer la nouvelle opération militaire qu'il veut lancer contre les combattants kurdes YPG, alliés des Occidentaux au nord de la Syrie.

« Vulnérabilité vis-à-vis de Moscou »

Obsédé par la présence de ces combattants le long de sa frontière, M. Erdogan est résolu à les en chasser. Il brûle d'élargir la « *zone de sécurité* » de 30 kilomètres de large créée par l'armée turque lors de ses précédentes interventions (2016, 2018 et 2019).

Son objectif est d'y installer une partie des réfugiés syriens accueillis par la Turquie (3,8 millions au total), lesquels sont devenus un enjeu électoral de taille en cette période de crise économique, la population étant de plus en plus réticente à leur installation, pressentie comme définitive.

« *Les Turcs sont obligés de tenir compte de la Russie, la puissance tutélaire en Syrie* », explique Bayram Balci, spécialiste de la région et directeur de l'Institut français des études anatoliennes à Istanbul. « *La vulnérabilité de la Turquie vis-à-vis de Moscou ne doit pas être sous-estimée* », assure le chercheur.

Peu pressée de donner son feu vert à l'opération militaire turque, la Russie réfute tout marchandage. « *Nous n'allons pas fermer les yeux sur l'opération militaire turque en Syrie parce qu'Ankara a mis son veto à l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande* », a déclaré Alexandre Lavrentiev, le représentant spécial du président Poutine en Syrie, lors d'une réunion du groupe d'Astana – Russie, Turquie, Iran –, qui s'est tenue dans la capitale du Kazakhstan, à la mi-juin. L'incursion serait « *irrationnelle* », a-t-il alors estimé, à l'unisson des Iraniens, opposés eux aussi aux visées turques sur le nord de la Syrie.

Toujours en quête d'ennemis, M. Erdogan maintient plusieurs fers au feu. Ces dernières semaines, il fait de nouveau monter la tension avec la Grèce, un autre membre de l'OTAN, exigeant la démilitarisation des îles de la mer Egée, qualifiant de « *menace* » le renforcement par Washington de sa présence sur la base d'Alexandroupoli. Autant d'incartades qui font craindre la résurgence d'une crise semblable à celle de l'été 2020, quand Athènes et Ankara faillirent en venir aux mains.

Posture de trublion

Avant tout, sa posture de trublion répond à une exigence interne. Le compte à rebours a commencé pour lui à moins d'un an d'une échéance cruciale, les élections législatives et présidentielle prévues en juin 2023. Compromise par l'usure de son pouvoir, par les difficultés économiques croissantes que connaît le pays, sa réélection, l'année du centenaire de la république, est loin d'être assurée.

Sa popularité et celle de son parti AKP sont au plus bas dans les sondages. Sa gestion monétaire désastreuse a mis la livre turque « *en état de crise permanente* », estime ainsi Timothy Ash, spécialiste des marchés émergents chez BlueBay Asset Management, à Londres.

Après avoir perdu 44 % de sa valeur par rapport au dollar en 2021, la devise turque a perdu plus de 20 % pour les six premiers mois de cette année, tandis que l'inflation, estimée à 73,5 % en mai, mécontente les ménages modestes, qui constituent son électorat.

Compte tenu de ce piètre bilan économique, le président a intérêt à faire valoir ses succès diplomatiques. C'est le seul outil qui lui reste pour clouer le bec à l'opposition, critique de sa gestion économique, mais bien plus réservée sur sa politique étrangère.

Nationalistes souverainistes

Les six partis d'opposition alliés en vue des prochaines élections se sont d'ailleurs bien gardés de commenter la gestion présidentielle de la crise avec l'OTAN, estimant qu'une négociation diplomatique discrète aurait été plus appropriée.

Fustiger la Suède et la Finlande pour leur supposée complaisance envers le terrorisme kurde est certainement rentable sur la scène interne. Tenir la dragée haute à l'Occident est payant auprès de l'opinion publique, assez mal disposée envers l'Alliance. Selon un sondage réalisé en mars par la société Metropoll, 48 % des personnes interrogées estiment que les Etats-Unis et l'OTAN portent la responsabilité de la guerre en Ukraine.

Le « *deux poids, deux mesures* » des Occidentaux, leur « *islamophobie* », leur manque de soutien dans la lutte contre le PKK sont les chiffons rouges préférés du courant nationaliste, qui ne voit pas d'un bon œil le retour en grâce de la Turquie auprès de l'Alliance.

Les nationalistes souverainistes, dits « Eurasiens », influents dans l'armée et les services secrets, y sont carrément hostiles, préférant une alliance renforcée avec la Russie et la Chine pour contrer l'Occident honni.

M. Erdogan ne peut pas les lâcher, il leur doit son salut, ce sont eux qui l'ont soutenu au moment du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. De cet événement, il a fait le socle du nouveau récit national imposé pour renforcer son emprise sur le pays. Le message principal véhiculé par ce récit est que l'OTAN et les alliés occidentaux étaient impliqués dans l'organisation du putsch en 2016. Une impression qui ne s'est jamais dissipée depuis.

Marie Jégo(Istanbul, correspondante)